

Révolte primitive dans les banlieues françaises :
Essai sur les émeutes de l'automne 2005

Didier Lapeyronnie

Maison de la Recherche

Université Paris-Sorbonne

28, rue Serpente

75006, Paris, France

didier_lapeyronnie@yahoo.com

Lapeyronnie, D. (2006). Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de l'automne 2005. *Déviance et Société*, 30, 431-448.

Révolte primitive dans les banlieues françaises :

Essai sur les émeutes de l'automne 2005

Didier Lapeyronnie

Université Paris – Sorbonne et CADIS

Les émeutes qui ont suivi la mort de deux adolescents à Clichy sous Bois le 27 octobre 2005 et qui se sont étendues à l'ensemble du territoire national pendant plus de trois semaines ont marqué le paysage politique et social français. Elles ont imposé, au mois pour un temps, la présence des « banlieues » à une opinion publique largement indifférente. Comme à chaque émeute importante, depuis vingt cinq ans, la presse et la société françaises en « découvrent » la « toile de fond » : les inégalités sociales, le chômage, la discrimination, le racisme, la violence policière, la formation de ghettos. Comme à chaque fois aussi, après l'émotion de l'événement et le retour à l'ordre, après les appels au civisme et à l'inscription sur les listes électorales, la question s'efface petit à petit et la « société » se détourne d'un problème certes récurrent, mais qu'elle ne parvient ni à « comprendre », ni à maîtriser. Et malgré l'importance de la mobilisation intellectuelle, à travers les publications et les colloques, quelques mois plus tard, l'opinion publique semble se satisfaire de l'absence de mesure d'ampleur, du mutisme des politiques et du gouvernement, et du retour à l'ordre. Répression et silence semblent être les seules « réponses » ou absence de réponse que les émeutes aient suscitée. Pourtant, l'ampleur de l'événement doit être soulignée. Au plus fort des incidents, le 13 novembre, 11 500 policiers et gendarmes étaient mobilisés. 217 ont été blessés pendant ces semaines. La Fédération française des sociétés d'assurance estime à 200 millions d'euros le coût global des destructions dont 23 millions pour les 10 000 véhicules incendiés. 233 bâtiments publics et 74 bâtiments privés ont été dégradés ou incendiés. L'Education nationale a compté 255 atteintes aux biens ou aux bâtiments, notamment dans les collèges, confirmant que les écoles avaient été une des cibles privilégiées des émeutiers. Mais les gymnases, la poste, des entreprises, des lieux de cultes ont aussi été touchés. Le soir du 30 novembre, le ministère de l'Intérieur faisait état de 4770 interpellations, débouchant sur 4402 gardes à vue et l'incarcération de 763 personnes¹.

Que s'est-il passé pendant ces trois semaines de violences ? Aucune enquête n'a été réalisée au cœur des émeutes. C'est donc en adoptant une démarche « d'ignorance prudente »

1 . *Le Monde*, 2 décembre 2005.

selon l'expression de Stanley Cavell, en s'appuyant sur les données nombreuses fournies par la presse, notamment les propos d'émeutiers, qu'il semble possible de s'interroger sur la nature des émeutes, sur leur construction et leur signification². En effet, les émeutiers ont été beaucoup moins silencieux que de nombreux commentateurs l'affirment même s'ils provenaient d'un milieu où l'accès à l'espace public et politique est difficile, si ce n'est impossible³. L'émeute a permis une expression, que la presse a largement relayée à travers de nombreux reportages et entretiens. Mais cette expression n'entre pas dans les cadres habituels, notamment les cadres instrumentaux et rationnels, du système politique ou de l'action militante traditionnelle. Elle a été largement ignorée dans les nombreux commentaires, qui ont en quelque sorte « recouvert » la parole émeutière. L'émeute a été lue à partir de la « situation » de chômage et de relégation qui « déterminerait » les comportements et expliquerait la révolte, les émeutiers « reflétant » en quelque sorte des mécanismes sociaux. Elle a été aussi renvoyée au non sens quand ce n'est pas à des dimensions pulsionnelles ou pré sociales. La plupart des lectures ont mêlés les deux interprétations, ignorant largement les propos des émeutiers : « Qu'est ce que ces jeunes ont dans la tête ?... Il existe une véritable difficulté de langage qui colle aux pulsions, et des passages à l'acte... Le chômage et les perspectives d'avenir sont centraux... Mais il y a une désocialisation dont il importe de prendre la mesure. Ces jeunes minoritaires qui se livrent à des violences sont autocentrées et en rage, ils mêlent désespoir et nihilisme⁴. » Autant d'interprétations interdisant de fait d'entendre les émeutiers, voire refusant de les entendre. Sans faire des émeutiers les porteurs d'un mouvement social, sans faire de « romantisme », il est au moins possible de partir d'une « intuition » favorable pour essayer de comprendre, de supposer que la parole des émeutiers a un sens plutôt que de chercher à comprendre « pourquoi » les émeutiers ont fait le choix de l'action directe et de la violence. Cette parole peut ainsi nous éclairer sur les « significations sociales » d'une telle orientation⁵. Cela suppose de lire l'émeute comme une forme d'action collective et politique pour ensuite essayer d'en décrypter les mécanismes et d'en donner une interprétation.

2 . Stanley Cavell, *Le déni de savoir dans six pièces de Shakespeare*, Paris, Le Seuil, 1993.

3 . « Les événements sont liés aux actions de gens très jeunes, actions très violentes et sans signification en elles-mêmes. Mais on peut se demander si le terme de nihilisme est adapté pour qualifier le mouvement actuel. Celui-ci, à coup sûr, se caractérise par l'absence de parole et provient lui-même d'un milieu qui a lui-même du mal à prendre la parole. Les violences remplacent en quelque sorte la prise de parole, à l'inverse de mai 1968. Il n'y a aucune prise de parole, sinon via la chanson et le rap. » Pierre Rosanvallon, *Libération*, 21 novembre 2005.

4 . Jean-Pierre Le Goff, *Libération*, 21 novembre 2005.

5 . Aviad Kleinberg, *Histoire des Saints. Leur rôle dans la formation de l'Occident*. Paris, Gallimard, 2005, pp. 112-113 et p. 117. Kleinberg précise que « la question de savoir pourquoi un individu choisit » d'agir de telle ou telle manière est différente de la question de « savoir quelle est la signification sociale » de son choix et de son action. D'ailleurs, ajoute-t-il, « nul ne connaît la combinatoire précise qui pousse les gens à l'action... »

1. *L'émeute comme action collective*

Le 16 octobre 2005, dans le quartier du Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin, deux jeunes garçons essayent d'échapper à une Brigade anti criminalité sur un scooter volé. Ils chutent. L'un d'eux se blesse grièvement à la cheville et est hospitalisé. Une rumeur court le quartier : il serait dans le coma à cause des policiers. Quinze ans après la mort de Thomas Claudio, au même endroit et à la suite d'une course poursuite, de nouvelles émeutes éclatent. Indignés et enragés, les « jeunes » affrontent la police plusieurs soirs. Signes d'une tension constante, selon les observateurs, entre les institutions et la population des quartiers de la banlieue lyonnaise et illustration du « duel permanent avec la police » que pratiquent les « jeunes », les émeutes de Vaulx-en-Velin de 2005 n'engendrent aucune « émotion » particulière et ne suscitent pratiquement aucun intérêt politique à la différence de celles de 1990 qui avaient constitué un événement social considérable⁶. En 2005, elles s'inscrivent dans un quart de siècle d'histoire des banlieues françaises pendant lequel les incidents et les affrontements avec la police se sont multipliés et la « violence urbaine » est devenue banale. Le 1 avril 2005, à Aubervilliers, un jeune homme en scooter se tue en essayant d'échapper à une patrouille de la BAC. Une émeute éclate qui dure plusieurs soirées. Des voitures et un entrepôt commercial sont incendiés, le mobilier urbain détruit, et les « jeunes » affrontent la police. Le 27 octobre 2005, dans le quartier de La Duchère à Lyon, dix voitures sont incendiées au lendemain d'une opération de destruction d'un immeuble en présence du ministre des Affaires sociales et du maire de la ville. « *Un acte qui paraît purement ludique* », selon le Maire, « *sans autre motif que de jouer avec l'attention médiatique.* » Quand le 27 octobre 2005, deux jeunes adolescents meurent en tentant d'échapper à un contrôle policier à Clichy-sous-Bois, l'enchaînement des événements se répète de manière identique : le soir même, dans la commune, des incidents éclatent. Une marche silencieuse est organisée et des appels au calme, au respect et à la dignité sont lancés par les autorités locales et les familles. Puis, pendant quelques jours, les affrontements et les violences reprennent avant de s'essouffler. La logique et l'enchaînement habituels sont brisés quand l'émeute entre dans une phase d'extension progressive, touchant d'abord les villes de la région parisienne, puis celles de l'ensemble de la France ensuite et se transforme en événement politique. Elle atteint un

6 . Richard Schittly, « Situation précaire et tension permanente dans les banlieues lyonnaises », *Le Monde*, 2-11-2005. « *Beaucoup de quartiers sont à la limite. Dès qu'il y a un problème avec une Institution d'Etat, ça pète, on constate des poussées de fièvre un peu anarchiques. Un incident grave peut à tout moment déclencher un embrasement.* » déclare un policier au journaliste du Monde.

point culminant dans la nuit du 7 au 8 novembre, nuit pendant laquelle 1500 voitures sont brûlées et 274 communes sont touchées sur tout le territoire national. Le « calme » est de retour le 17 novembre, soit après trois semaines d'incidents, d'affrontements et de violences.

Comme tout événement, les émeutes de l'automne 2005 présentent des éléments de continuité et de « nouveauté ». Le répertoire d'action des émeutiers et l'enchaînement des faits les inscrivent à l'évidence dans la continuité des émeutes survenues en France depuis 25 ans. En général, des incidents avec la police, souvent la mort d'un habitant d'un quartier, engendrent une émotion intense qui suscite des incidents et des affrontements entre « jeunes » et police, l'incendie de voitures, la destruction de bâtiments publics, parfois des pillages. Par ailleurs, des manifestations silencieuses sont organisées et la famille de la victime en appelle au calme et à la justice sans parvenir à obtenir gain de cause. Puis, après quelques jours, l'émotion retombe quelque peu, et le calme revient. De manière régulière, certaines de ces émeutes deviennent des « événements » au sens politique du terme : elles suscitent une émotion et des débats qui inscrivent la question des « banlieues » sous une forme ou une autre dans l'espace public. Au moins de façon symbolique, les émeutiers occupent le centre de l'attention, sans pour autant parvenir à être entendus : le sens de l'émeute fait l'objet d'une discussion ou d'affrontements politiques et idéologiques portés par des responsables politiques ou des intellectuels qui ont peu de lien avec la périphérie urbaine. Les émeutes des Minguettes en 1981, celles de Vaulx-en-Verin en 1990, celles de Toulouse-Le Mirail en 1998 sont ainsi devenues des événements. Elles ont suscité de nombreux débats politiques, des interventions d'acteurs les plus divers, des campagnes en faveur de l'inscription sur les listes électorales, des condamnations morales... La particularité des émeutes de 2005 ne tient donc pas à leur déroulement initial, somme toute tristement banal, ni même au fait qu'elles soient devenues un événement politique, ce qui fut déjà le cas dans le passé, mais à leur extension à près de 300 villes sur tout le territoire national, extension qui en a fait précisément un événement et qui, d'une certaine façon, en a changé la nature. L'émeute de 2005, et c'est peut-être là sa caractéristique essentielle, a été marquée par son ampleur et son ubiquité. Elle n'était pas un phénomène local. Elle n'a pas été limitée aux banlieues les plus difficiles, de nombreuses villes « *sans histoires* » ayant été touchées⁷. Quelles qu'en soient les raisons, et quoique les émeutiers aient voulu exprimer, ils l'ont fait de la même manière dans l'ensemble des villes concernées.

7 . Dans la région parisienne, des villes comme Sèvres, Suresnes, Antony, Villeneuve la Garenne ont été le théâtre d'incidents. Voir : « Violences urbaines : les villes sans histoires contaminées. » *Le Parisien*, 4 novembre 2005.

L'émeute est donc une action collective. Elle n'est pas une issue à la délinquance ordinaire ni le prolongement d'une culture de la violence. Même si elle s'accompagne de violences, de destructions et de pillages, même si elle est « non conventionnelle », c'est-à-dire qu'elle se déroule en dehors des mécanismes institutionnels légitimes à la différence d'une grève ouvrière ou d'une manifestation, elle relève d'abord de la compréhension des mécanismes sociaux et politiques qui commandent la formation et l'orientation des mouvements sociaux et collectifs. En d'autres termes, l'émeute appartient au répertoire « normal » d'action politique⁸. Elle conduit donc à percevoir les comportements « ordinaires » à partir d'elle et non l'inverse. La grève ouvrière a permis de comprendre à quel point les « illégalismes » ouvriers, que ce soit le sabotage ou le freinage par exemple, ne pouvaient se ramener à une simple délinquance plus ou moins anémique. Il fallait au contraire les inscrire dans une compréhension plus vaste et y voir une des dimensions de la conscience de classe. Il en est de même avec l'émeute : elle projette une lumière sur les comportements ordinaires, individuels ou collectifs, violents ou délinquants notamment, qui doivent aussi être compris à partir d'elle et non l'inverse. De ce point de vue, il faut écarter la notion de « violences urbaines » qui introduit beaucoup de confusion en agglomérant des comportements et des conduites extrêmement diversifiées et, surtout, qui induit une lecture de l'émeute en termes de déviances et d'ordre social, autant de façon de la vider de toute signification, de la renvoyer au non-sens ou à l'irrationalité (Lecture qui toujours été celle des « opposants » à l'émeute ou des défenseurs de l'ordre social, comme le notait déjà Marx en 1848)⁹. Pourtant, comme toujours en la matière, il n'est pas évident qu'il y ait moins d'irrationalité et plus de sens dans les réactions des autorités et des idéologues de l'ordre social. Mais ne portant aucune signification claire, dépourvues de leaders et survenant en dehors de toute forme organisée, les émeutes laissent libre cours aux interprétations les plus opposées, interprétations le plus souvent surchargées de considérations politiques et idéologiques. Chacun y voit une confirmation par l'événement de ce qu'il « sait » déjà ou de ce qu'il « pensait ». Rien de surprenant dans l'émeute ou dans la série d'émeutes car, nous disent certains interprètes, elles sont le signe d'une situation de désespérance sociale qui n'a de cesse de s'accroître et que le néolibéralisme alimente. D'autres, qui ne sont pas plus étonnés, y voient la conséquence d'une anomie généralisée, le fait de « barbares » plus ou moins décervelés, dont la violence tient lieu de langage, le produit de l'absence de repères et d'un laisser aller général. L'émeute

8 . On pourra se référer à l'étude « classique » de George Rudé sur les émeutes dans la Révolution française : George Rudé, *La foule dans la Révolution Française*, Paris, Maspéro, 1982.

9 . Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, Paris, UGE, 1962. Sur la notion de violence urbaine : Lucienne Bui Trong, *Les racines de la violence. De l'émeute au communautarisme*, Paris, Audibert, 2003.

serait ainsi un « signe », la manifestation d'une situation sociale ou morale, l'expression de l'état d'une société. Le sens n'en appartient pas aux émeutiers, mais à leurs interprètes. De ce point de vue, elle apparaît bien souvent beaucoup plus comme un prétexte voire une simple illustration. Aussi, n'est-il guère étonnant que l'émeute suscite les interprétations les plus divergentes et les plus tranchées. Elle n'est jamais qu'un enjeu et semble souvent plus importante par ses effets indirects dans l'espace politique que par son contenu même. En d'autres termes, elle est « opérationnalisée » au profit de logiques idéologiques et politiques qui lui restent étrangères ou qui lui sont extérieures¹⁰.

Pourtant, l'émeute possède sa logique propre. Elle est le fait d'émeutiers dont les comportements, si l'on en juge par leur récurrence et leur régularité, sont fortement socialisés. Les émeutiers ne sont pas non plus particulièrement silencieux et ne peuvent donc être réduits à des « classes dangereuses » menaçant la civilisation. Ils ne sauraient être non plus le reflet inconscient d'une situation de privation. Dans un ouvrage désormais classique, l'historien Eric Hobsbawm a montré que l'émeute a souvent été un moyen efficace de négociation collective pour des populations pauvres et privées d'accès aux mécanismes conventionnels d'action politique. Ce fut par exemple le cas dans le monde ouvrier avant le développement des syndicats, dans les populations urbaines privées de représentation ou encore dans les mouvements communautaires dans les pays en développement¹¹. L'émeute est le fait de « primitifs de la révolte » dans la mesure où elle est une action revendicative et politique de populations que le système institutionnel ne peut ou ne veut intégrer, « primitifs » qui en appellent aux valeurs de cette société contre un ordre social qu'ils jugent immoral et qui revendiquent en même temps leur entrée dans cet ordre social, leur reconnaissance. L'émeute est un mouvement politique « primitif », dépourvu d'idéologie et de règle, puisque les populations qui la portent restent en dehors et opposent leur « nous » aux institutions, mais qui, néanmoins, vise à provoquer une « réaction » ou des « réformes » de la part des

10 . L'interprète construit son interprétation contre celle de son adversaire, anticipant le plus souvent les propositions de celui-ci. Les médias jouent ici un rôle très utile : instrument de stigmatisation pour les uns, ils sont, au contraire, les meilleurs colporteurs des « *bons sentiments* » et des « *excuses sociologiques* » pour les autres. Pour certains, les « sociologues » sont responsables des émeutes : « *Expression d'un problème essentiellement culturel, la révolte des banlieues, dont l'absence de sens paraît être la caractéristique principale et la haine le moteur, s'explique avant tout par le nihilisme auquel a conduit une politique culturelle inspirée d'une certaine sociologie plutôt que de la philosophie.* » Robert Redecker, « Le nihilisme et l'assourdissant silence des émeutes banlieusardes », in : Raphaël Draï, Jean-François Mattéi, dir, *La République brûle-t-elle ? Essai sur les violences urbaines françaises*, Paris, Edition Michalon, 2006, p.37. Les émeutes de 2005 ont donné lieu à une abondante littérature et à de multiples prises de positions dans l'espace public. Voir par exemple : Yan Moulier-Boutang, *La Révolte des banlieues ou les habits nus de la République*, Paris, Amsterdam, 2006. Collectif, *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 2006.

11 . Eric Hobsbawm, *Primitive Rebels : Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*. Manchester, Manchester University Press, 1959.

institutions. Elle est une « stratégie » de débordement du système institutionnel de la part de populations qui lui sont aliénés, débordement par le haut par sa forte dimension morale et par le bas par l'usage de la violence.

2. *La police, l'injustice et l'indignation morale*

L'émeute est d'abord marquée par sa dimension anti-policrière. Elle éclate à la suite d'incidents avec la police et s'oriente vers l'affrontement avec la police. C'était déjà le cas en France au XVIII^{ème} siècle quand les arrestations de mendiants ou les interventions de la maréchaussée se soldaient fréquemment par des troubles voire des émeutes¹². Dans les années 1960, aux Etats-Unis, la plupart des émeutes des ghettos noirs ont fait suite à des incidents avec la police comme à Watts en 1965 ou à Detroit en 1967. Il en est de même en Grande-Bretagne dans les années 1980 et 1990. En 1976, à Londres, dans le quartier de Notting Hill, une émeute éclate à la suite d'une arrestation. En 1985, à Tottenham, la mort d'une habitante lors de la perquisition de son domicile déclenche une émeute. En 1992, à Bristol, la mort de deux jeunes gens tentant d'échapper à la police à bord d'une voiture volée déclenche aussi une émeute. Les émeutes françaises de ces vingt dernières années n'échappent pas à cette règle. Le 18 décembre 1997, un jeune habitant du quartier de la Duchère à Lyon, Fabrice Fernandez, 24 ans, était tué par un policier dans un commissariat d'un coup de fusil à pompe. Quelques jours plus tard, une manifestation silencieuse avait lieu à sa mémoire dans le quartier. Sa mère « sermonnait » les « jeunes » présents et les appelait au calme sans parvenir à prévenir les incidents violents qui éclataient peu après ni les affrontements avec la police. *« Le dialogue était impossible. Quand on est reparti, quelqu'un a crié : « on lui brûle sa bagnole ! » On a laissé la voiture sur le parking... Les flics avaient vidé tout le centre de la Duchère. On s'est retrouvé coincés entre les bandes de jeunes. Là, c'était le plus dur. Les plus responsables d'entre eux disaient que ce n'était pas la peine de discuter ce soir : « On va venger Fabrice, on en a marre. » Et les moins responsables voulaient nous casser la gueule. J'ai laissé un manteau dans l'aventure. C'était très chaud. On est resté dans le quartier toute la nuit, mais simplement à regarder les choses... pour au moins dire aux gens qu'on était avec eux. Ça pétait un peu partout... Les gens ont pris conscience de la gravité de la situation. L'Etat va mettre un certain nombre de choses en place. Du côté de la Mairie de*

12 . L'historien Jean Nicolas en dénombre 494 tout au long du siècle faisant suite à l'arrestation de mendiants. Voir : Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Seuil, 2002, p. 354 et suiv.

*Lyon, on ne pourra plus faire comme avant*¹³... » La chronique des émeutes « de banlieue » en France est d'une grande régularité : pratiquement au même moment qu'à la Duchère éclataient des émeutes en banlieue parisienne à Dammarie-les-Lys et un an plus tard, à Toulouse, dans le quartier du Mirail de violentes émeutes suivent la mort d'un jeune homme de 17 ans tué par la police. L'émeute de Clichy-sous-Bois de 2005 relève des mêmes mécanismes : elle est déclenchée par la mort de deux jeunes garçons essayant d'échapper à la police. L'émeute surgit ainsi d'un problème de contrôle social : elle est une protestation ou une réaction à une tentative des institutions de réprimer ou de contrôler des conduites que les contrôles sociaux informels de la société ne parviennent pas à prendre en charge¹⁴.

Il reste que l'incident, qui peut être plus ou moins dramatique (parfois une simple altercation avec un policier réglant la circulation suffit, comme à Handsworth en 1985), ne suffirait pas à lui seul à déclencher l'émeute. Dans tous les cas, il apparaît comme l'aboutissement d'une histoire locale ou nationale marquée par la tension, la violence et l'opposition entre la police et la population des quartiers concernés beaucoup plus que comme le produit de la « violence urbaine » ordinaire. Dans les années soixante aux Etats-Unis et dans les années quatre-vingt en Grande-Bretagne, les commissions officielles avaient abondamment souligné cette dimension. La dégradation des relations entre la police et les habitants des quartiers concernés, en particulier les jeunes garçons, a été considérée comme un des facteurs essentiels des émeutes. Il en est encore de même en 2005 en France. La tension et les difficultés entre les jeunes des quartiers populaires, et en particulier les jeunes appartenant aux minorités ethniques, est une histoire déjà longue qui marque profondément la vie sociale des « banlieues ». En 1980, la mort de deux jeunes maghrébins tués par des policiers à Strasbourg et Valenton avait suscité l'organisation de manifestations contre les excès de la police ainsi que de concerts. En 1983, la grave blessure d'un jeune du quartier des Minguettes à Vénissieux était à l'origine de la Marche pour l'Egalité¹⁵. La longue litanie des incidents et des morts constitue une sorte de « mémoire identitaire » des quartiers, mémoire de relations très dégradées avec la police. Aussi, sur un quart de siècle, les propos des jeunes habitants sont quasi identiques, exprimant le même sentiment d'hostilité vis-à-vis de la police et le même sentiment d'injustice : « *Le flic, il t'arrête, parfois il t'insulte ou il te casse la tête, et après, tu déboules chez le juge qui termine le travail et t'envoie te refaire une santé entre*

13 . Gérard Collomb, alors maire socialiste du 9^{ème} arrondissement de Lyon, avant d'être élu maire de la ville. *Lyon-Capitale*, 23 janvier 1998.

14 . Sur ce thème et les ghettos américains : Lee Rainwater, « Open Letter on White Justice and the Riots », In : Peter H. Rossi, dir, *Ghetto Revolts*, New York, Transaction, 1970.

15 . Voir : Adil Jazouli, *La formation de l'action collective des jeunes issus de l'immigration maghrébine en France*, thèse de doctorat, sous la direction d'Alain Touraine, Paris, EHESS, 1985.

quatre murs. Pour moi, tous ces mecs là, ils marchent main dans la main pour nous enfoncer encore plus, pour nous étouffer¹⁶. » Dans les cités de Clichy-sous-Bois, les graffitis extrêmement nombreux l'énoncent sans détour : « *Fuck la police* », « *Ici interdit aux condés* ». Les témoignages recueillis par les journalistes sont aussi fortement empreints de l'hostilité et du rejet de la police : « *Les policiers provoquent les médiateurs aussi. Ils m'ont arrêté parce que je courrais. Je courrais pour ne pas prendre de lacrymogènes, et lorsque je leur ai dit que j'étais médiateur à la mairie, leur réponse a été : « ta gueule, t'as rien à dire ! » On m'a mis par terre. On m'a fouillé. A aucun moment on ne m'a demandé mes papiers* », raconte un jeune médiateur de la mairie de Clichy-sous-Bois. « *Les flics de la BAC, ils cherchent toujours le rapport de force. Ils disent « bougnoules », « nique ta race ». La police d'ici, c'est une nouvelle génération. Pour un simple contrôle d'identité, ils t'insultent au quotidien. J'ai été contrôlé dans le RER parce que j'avais mis mes pieds sur la banquette. D'accord, il ne faut pas mettre les pieds sur la banquette. Mais pour ça les policiers ont appelé les renforts. Trois voitures m'attendaient à la gare du Raincy. Les flics m'ont dit : « pourquoi tu ne restes pas dans ta poubelle ? »*, raconte un autre habitant de la cité au journaliste qui l'interroge¹⁷. Quelles que soient la « réalité » et les « responsabilités » dans le déroulement des « incidents », le rejet de la police et de ses méthodes, notamment le poids que font peser les contrôles d'identité plus ou moins systématiques, constitue une des caractéristiques de la vie des quartiers de banlieue. La grande majorité des habitants des quartiers sont solidaires de cette perception et partagent un sentiment de compréhension pour cette hostilité à la police fréquemment accusée d'être plus prompte à contrôler et harceler les jeunes du quartier qu'à protéger la population. « *Cette violence m'a surprise même si on peut comprendre que les jeunes se sentent solidaires de ce qui s'est passé à Clichy-sous-Bois. Ici, ils sont systématiquement contrôlés, sans raison. Même mon fils m'a dit récemment que s'il voyait un contrôle de police en rentrant du sport, il partirait en courant¹⁸.* »

L'hostilité entre la police et les mondes populaires est une réalité ancienne et généralisée. Le contrôle des formes de sociabilité populaires par les institutions va souvent de pair avec des incompréhensions, mais surtout des violences et un sentiment d'identité très fortement empreint d'une vive défiance vis-à-vis de la police. Réciproquement la police est

16 . Cité par Adil Jazouli, op. cit. Sur cette question, voir par exemple : Eric Marlière, *Jeunes en Cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?* Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 238 et suiv. ou encore, Michel Kokoreff, *La force des quartiers*, Paris, Payot, 2004.

17 . *Libération*, 5 novembre 2005.

18 . Aissa Diawara, directrice de l'association de femmes Relais de la Cité des 3000 à Aulnay-sous-Bois, citée dans *Libération*, 3 novembre 2005.

convaincue du caractère violent et illégal des nombreuses pratiques populaires¹⁹. Dans la période récente, cette hostilité se mêle à l'impression qu'au-delà d'un contrôle de la sociabilité populaire, la police est animée par un racisme explicite : « *Ils ne respectent pas nos enfants. Je crois que c'est parce que, dans le quartier, tout le monde est noir ou arabe. Il y a du racisme* », explique la gardienne d'un immeuble du Chêne-Pointu à Clichy-sous-Bois²⁰. La police pratique une discrimination directe vis-à-vis des jeunes maghrébins et noirs appartenant aux cités sensibles, discrimination qui alimente les tensions et favorise les violences lors des interventions. Elle est accentuée par l'impression générale de l'impunité dont bénéficieraient les policiers, qui peuvent, de ce fait, aux yeux des jeunes, les priver de tout droit et exercer sur eux un pouvoir sans contrôle. « *Les flics nous insultent dans la rue et nous mettent des baffes à l'abri de leur voiture quand ils nous arrêtent*²¹ ». Aux États-Unis, dans les années soixante, la commission Kerner avait déjà souligné l'importance de l'antagonisme entre les policiers et les jeunes noirs des ghettos et le poids du racisme. Les incidents et les affrontements lui paraissaient d'autant plus probables que les policiers pouvaient compter sur la solidarité de leurs collègues et bénéficier d'une assez grande impunité et que les jeunes se sentaient soutenus par leurs pairs et dans une moindre mesure les habitants des quartiers. Le racisme, le harcèlement et la pression des policiers finissent par créer une sorte de « nous » collectif sur la base d'une expérience commune et d'une opposition au « eux » policier. Sentiment négatif du mépris subit, du racisme et du déni de droit plus qu'identité positive, ce « nous » se lie fortement aux territoires urbains ségrégués, aux cités et aux quartiers beaucoup plus qu'à une culture populaire qu'il s'agirait de défendre. Si les « jeunes de banlieue » ne constituent pas une catégorie sociale ou culturelle, ils partagent largement le sentiment de subir un « traitement » commun, de vivre une expérience commune face à l'institution policière. Les pratiques policières de harcèlement et surtout, l'extériorité de l'institution par rapport aux quartiers concernés, extériorité renforcée par la suppression de la police de proximité ces dernières années, consolident encore ce sentiment d'un traitement inique et surtout indiscriminé et global. « *Maintenant, c'est eux contre nous !* », déclare un policier à Clichy-sous-Bois²². La population dans son ensemble, de part son appartenance ethnique et

19 . Sur ce thème : Gary T. Marx, *Protest and Prejudice : A Study of Belief in the Black Community*, New York, Harper & Row, 1967. Sur un plan historique voir : Robert Muchembled, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XVème-XVIIIème siècle)*, Paris, Flammarion, 1978 et plus récemment : *La société policière. Politique et politesse en France du XVIe au XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1998.

20 . *Le Monde*, 29 octobre 2005.

21 . Aziz, 20ans, cité dans un reportage du Figaro. *Le Figaro*, 14 novembre 2005. Dans son rapport de 2004, la Commission nationale de déontologie de la sécurité souligne également que le sentiment d'impunité est une des causes des « dérapages policiers ».

22 . *L'Humanité*, 5 novembre 2005.

territoriale, se sent directement concernée et visée, cible privilégiée d'une police plus prompte à la harceler qu'à réprimer les « véritables délinquants ». La police est perçue comme une institution travaillant contre la population plutôt qu'à son bénéfice. Comme l'ont montré bien des études sur les ghettos, les habitants des quartiers accumulent tant d'expérience et partagent l'évidence d'une atteinte quasi permanente à leurs intérêts et à leur honneur, qu'ils n'ont aucune raison de ne pas percevoir la police comme une institution d'oppression²³. « *La police n'est pas là pour nous protéger. Elle nous provoque tout le temps. On se fait traiter de bâtards, de bougnoules. C'est normal que les jeunes, ils ont la haine. Les filles comme les garçons... L'autre jour, on fêtait l'anniversaire des enfants avec une copine, on traversait la cité avec eux, les flics nous sont tombés dessus. Ils tournent avec leurs voitures, stoppent, redémarrent. C'est insupportable*²⁴. » Aussi, malgré des trajectoires sociales très différentes, une très forte segmentation de la vie sociale dans les quartiers difficiles et souvent des tensions entre cités, cette « expérience négative » commune génère un « nous » qui se manifeste dans l'opposition à la police, voire le conflit permanent avec elle.

Le « nous » ainsi constitué « négativement » par l'hostilité à la police n'est pas dépourvu de signification. Il est aussi fortement structuré par un sentiment d'injustice, injustice incarné par la police. Il est une sorte de « grille interprétative » des événements et de la situation, chaque incident, chaque difficulté venant le renforcer. Le drame permet, ainsi, tout d'un coup, de légitimer l'interprétation et la perception des victimes, et par extension des jeunes, et fragilise l'interprétation dominante, celle des policiers et des autorités. « *Dès qu'il y a un problème avec la police, ils disent toujours : « après enquête, c'est de votre faute*²⁵. » » Le drame, non seulement confirme le « nous » mais il renforce aussi le sentiment d'une injustice absolue et profonde puisqu'elle viole les codes moraux et les principes fondamentaux de la société et de ses institutions. La loi se change en oppression, la légitimité du contrôle social ordinaire s'effondre²⁶. Un « cadre d'injustice » se substitue ainsi au « cadre dominant » et ouvre l'espace de l'action. Le « nous », victime d'injustice, a soudain la capacité de surmonter l'autorité légitime des institutions qui sont à la source de l'outrage moral qu'il subit. Il offre aussi les critères de condamnation de cet ordre. Comme l'a longuement montré Barrington Moore dans son étude sur la formation du mouvement ouvrier allemand, à l'instar de nombreux mouvements sociaux et de nombreuses émeutes, ce

23 . Ulf Hannerz, *Soulside, Inquiries into the Ghetto Culture and Community*, Berlingska Boktryckeriet, Lund, 1969, p.165. Dans le même esprit, voir : Kenneth Clark, *Dark Ghetto*, Paris, Payot, 1966, p. 45.

24 . Témoignages de jeunes filles de Montfermeil : *Libération*, 12 novembre 2005.

25 . Sahra, Montfermeil, *Le Monde*, 12 novembre 2005.

26 . Morris Janowitz, *Social Control of Escalated Riots*, Chicago, University of Chicago Center for Policy Studies, 1968.

basculement et la constitution de cette identité « d'injustice » constituent le « cœur » et l'origine de l'action²⁷. Le « jeune de banlieue » et la « catégorie » « jeunes de banlieues » ne sont alors plus des « délinquants » ou des « classes dangereuses » mais ils sont des victimes, victimes quotidiennes du harcèlement et du racisme policiers soudain révélés par le drame²⁸. En activant le « nous » et en faisant basculer la légitimité des cadres interprétatifs, le drame rend ainsi la révolte à la fois censée et légitime. Il lui donne aussi une tonalité émotionnelle très puissante.

3. La mobilisation de l'émotion

La mort de jeunes gens lors d'interventions policières suscite toujours une forte émotion individuelle et collective et cristallise ce sentiment d'un « nous », victime d'injustice, opposé au « eux » d'une police inique. L'incident « précipite » l'émeute dans des périodes souvent marquées par une forte tension. Après chaque drame impliquant les forces de l'ordre, parfois des vigiles, l'émotion génère ainsi l'action émeutière, action qui se tourne d'abord vers les forces de l'ordre. Depuis longtemps, les historiens ont souligné la centralité de ces dimensions émotionnelles dans le déclenchement et l'orientation de l'émeute²⁹. L'émotion dissout l'individu et soude la collectivité. Elle est la « glue » du social et ce qui mobilise dans le conflit selon l'expression de Randall Collins³⁰. Dès lors, elle libère les potentialités d'action. A travers l'émotion ressentie, l'individu éprouve directement son rattachement au « nous » et la solidarité qui le lie à ceux qui partagent le même sentiment, le même état d'esprit. L'individu se charge d'une énergie lui permettant de passer à l'action, une sorte d'électricité dit Durkheim, une « énergie émotionnelle » qui est aussi pour lui morale puisque fortement liée à l'attachement à la vie ou au respect³¹. Très souvent, avant ou même pendant les émeutes, ont lieu des manifestations silencieuses, moments de rassemblements et de recueillement où les symboles sont mis en avant : les parents de la victime, la mère notamment, les autorités religieuses et politiques parfois, invitent à la dignité et à surmonter le chagrin par un surcroît de solidarité et de respect face à l'absurdité de la violence. En juillet

27 . Barrington Moore Jr., *Injustice, The Social Bases of Obedience and Revolt*, London, Macmillan, 1978.

28 . Un cadre d'injustice est défini comme « *an interpretation of what is happening that supports the conclusion that the authority system is violating the shared moral principles of the participants. An alternative to a "legitimate frame" it provides a reason for non-compliance.* », William Gamson, Bruce Fyrenan, and Steven Rytina, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Ill. Dorsey Press, 1982p. 123.

29 . George Rudé, *op. cit.* On utilise d'ailleurs le terme « d'émotions populaires » pour désigner les émeutes.

30 . Randall Collins, « Stratification, Emotional Energy, and the Transient Emotions », in : Theodore D. Kemper, ed, *Research Agendas in the Sociology of Emotions*, Albany, SUNY Press, 1990, p.28.

31 . Pour une discussion récente de ces aspects à partir de la sociologie de Durkheim : Randall Collins, *Interaction Ritual Chains*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

1988, à La Courneuve, les émeutes qui suivent la mort d'un jeune homme tué par la police à un barrage sont marquées par une marche silencieuse, « *pour contenir la colère* » en présence de la famille de la victime. En novembre 1995, la mort d'un jeune homme tué par un policier dans un commissariat déclenche une émeute à Laval. Elle est suivit d'une manifestation dans les rues de la ville pour réclamer la « justice »³². En décembre 1997, à Dammarie-les-Lys, une marche silencieuse a lieu pendant la vague d'émeutes qui suivent la mort d'un jeune homme de 17 ans tué par la police³³. Quelques jours après le drame de Clichy-sous-Bois, une marche silencieuse rassemblaient 500 personnes dans la ville : les parents d'une des victimes sont en tête du cortège se tenant par la main suivis par le père de l'autre victime. Derrière eux, viennent les copains des deux jeunes garçons, tous vêtus de tee-shirts blancs sur lesquels est inscrit : « *Morts pour rien* ». Le Maire de la ville prend la parole : « *Depuis quelques jours, les regards sont braqués sur notre ville. Montrons que malgré notre douleur et notre colère nous savons rester dignes*³⁴. » Le groupe se soude autour du sentiment d'être victime d'injustice mais aussi de la revendication d'une supériorité morale que traduit l'affirmation de la dignité et de la solidarité. La famille, le blanc, l'absurdité dénoncée de la mort de jeunes gens, le chagrin et le silence s'opposent, non pas à des institutions ou à des forces sociales, mais à des forces de mort. La marche silencieuse met en scène la famille et particulièrement les mères comme dans les mouvements communautaires traditionnels, de même que l'émeute est portée par des jeunes gens et bien souvent des « enfants » comme l'ont souligné, plus ou moins incrédules, les journalistes et les responsables politiques : acteurs en marge du système politique, voire, acteurs les plus loin de l'action politique et les plus enfermés dans le « privé », ils expriment en quelque sorte une affirmation et une protestation « fondamentale », celle de la « vie », que les institutions, plus instrumentales, sont incapables d'intégrer, voire de comprendre et renvoient sans cesse au non sens³⁵.

Les marches silencieuses sont en quelque sorte l'envers et le complément de l'émeute. Rituel fortement symbolique, elles en sont inséparables : elles alimentent les émeutiers en « énergie émotionnelle » et leur assurent une certaine solidarité de la part du groupe. « *Parfois, les mêmes qui, vendredi soir, hurlaient leur haine contre la police, joignent maintenant les mains, regard absent, mine grave. Comme si le chagrin réussissait enfin à*

32 . *L'Humanité*, 3 novembre 1995.

33 . *Le Monde*, 19 juillet 1988 et *Le Monde*, 25 décembre 1997.

34 . Voir le reportage du *Monde*, le 29 octobre 2005 et celui de *L'Humanité* du 31 octobre 2005.

35 . Il s'agit là d'une caractéristique traditionnelle des mouvements de « pauvres » ou des mouvements communautaires, notamment par exemple en Amérique Latine. Sur ce point voir : Manuel Castells, *The City and the Grassroots*, London, Arnold, 1983 ou Alain Touraine, *La Parole et le Sang, Politique et société en Amérique Latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

éteindre la colère... « Nous devons être dignes. On n'est pas là pour casser des voitures »³⁶. » Elles confirment le code moral fondamental de la société et du groupe, violé par l'absurdité policière, et fonde ainsi la légitimité de la colère : « ... Je ne suis pas croyant. Il ne faut pas tout accepter. J'aimerais juste comprendre pourquoi les keufs ont fait ça³⁷. » Le « nous » constitué par l'expérience négative du « eux » policier se dote ainsi d'une légitimité morale qui finit par l'opposer à l'ordre social « en général » au-delà des forces de répression. C'est alors en tant que « personne » que l'émeutier affirme un droit à l'existence contre un ordre social mortifère qui le nie et l'empêche de vivre. Dans les témoignages et les déclarations, la protestation morale et la demande de respect s'accompagnent souvent de l'impression de ne pas être traité comme un être humain, d'être ramené à une forme d'animalité. « On se prend des contrôles et des insultes pour rien. Ils nous traitent comme du bétail » déclare un « jeune émeutier » de Sevran. « On n'est pas des chiens, mais on réagit comme des animaux » dit un autre à Aubervilliers³⁸. « Nous avons été conduits au poste. Les insultes ont fusé. Quand j'ai parlé de mes droits, ils m'ont répondu : « ta gueule ! »...Ils me tutoyaient. On a été traités pire que des chiens³⁹. » Point besoin d'invoquer une quelconque source religieuse, ni même un « contrôle » par les religieux de l'émeute. D'ailleurs ceux-ci se sont révélés impuissants à stopper la violence, voire à la canaliser et sont restés extrêmement silencieux⁴⁰. Mais il n'empêche : l'émotion est fortement liée à une revendication morale, celle des droits de la personne et du respect qui est du à sa particularité.

L'émotion et l'indignation morale renforcées par la solidarité du groupe donnent son caractère à l'émeute et expliquent en grande partie son extension. Les émeutiers, comme dans pratiquement toutes les émeutes, ne sont pas particulièrement délinquants, chômeurs ou marginaux. Ils sont insérés dans leur milieu et appartiennent à la moyenne de la population concernée, même s'ils sont plus jeunes⁴¹. Les émeutiers de 2005 n'étaient pas spécialement connus des services de police pour des activités délinquantes préalables et appartenaient eux-aussi à la moyenne des jeunes de quartier⁴². De fait, l'émeute, même si parfois elle s'accompagne de pillages, n'obéit pas à une logique d'appropriation. Les émeutiers ont

36 . « Le Chêne-Pointu entre rage et recueillement », *Le Monde*, 29 octobre 2005.

37 . *Le Monde*, 29 octobre 2005.

38 . Respectivement : *Le Parisien*, 4 novembre 2005 et *Le Monde*, 8 novembre 2005.

39 . Fahmi, 17 ans, La Courneuve. *Jeune Afrique Intelligent*, n°2340, 13 novembre 2005.

40 . « Quand les « frères musulmans » tentent de ramener le calme. » *Le Monde*, 2 novembre 2005.

41 . Sur les émeutes révolutionnaires, voir : George Rudé, op. cit. Les émeutes américaines ou anglaises ont aussi été le fait de « gens ordinaires » et pas spécialement le fait de marginaux. Voir : Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movement*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.

42 . *Le Monde*, 26 novembre 2005. « Il s'agit... de jeunes rencontrant plutôt moins de difficultés familiales et davantage scolarisés. La majorité d'entre eux sont inscrits dans des formations professionnelles, souvent en apprentissage. »

incendié des véhicules, des entrepôts ou des écoles. Ils n'ont pas cherché à s'enrichir et n'ont pas suivi une logique délinquante. Enfin, à travers les témoignages, la logique du passage à l'acte se révèle fortement marquée par l'émotion et l'indignation, les émeutiers ne parvenant pratiquement jamais à donner une explication « rationnelle » à leur engagement et à leur comportement. « *Quand j'ai vu les CRS dans la cité, et aussi un hélicoptère qui survolait les habitations, je me suis dit : ils veulent la guerre, ils vont l'avoir. Alors j'ai mis mon bonnet, mon écharpe et je suis sorti*⁴³. » « *C'est malheureux, mais on n'a pas le choix*⁴⁴. » « *Je le fais, c'est tout*⁴⁵ ! » « *On est passé à l'acte de façon pas très réfléchi*⁴⁶. » Face aux juges qui les interrogent quand ils ont été arrêtés, les émeutiers apparaissent incapables de trouver une justification. Ainsi, Mickaël, déféré devant un tribunal de Bobigny, que rien ne semblait prédisposer à la violence selon les juges et le journaliste, explique « *qu'il ne faut pas tirer sur une mosquée, une mosquée, c'est un truc de Dieu !* » et qu'il n'a « *pas réfléchi* »⁴⁷. Anthony, jugé à Nanterre pour avoir incendié des voitures, n'est guère plus explicatif : « *J'ai rencontré deux copains à l'arrêt de bus, on a parlé de ce qui se passait dans les banlieues... Ce jour-là, j'ai vraiment été bête*⁴⁸. » C'est aussi pourquoi, les émeutiers, gens ordinaires, ont largement bénéficié de la « compréhension » des populations des quartiers concernés. « *On condamne la violence, mais on la comprend*⁴⁹. » La population partage le sentiment d'une « oppression » policière et sociale globale et indistincte. « *On a un ministre qui a dit : « Vous êtes tous pareils ». Moi, je dis non, on se dit tous non. Mais on nous renvoie, « vous êtes tous pareils ». Alors ça créé quelque chose en commun*⁵⁰. » Mais, peut-être de manière plus fondamentale, elle éprouve une forte solidarité émotionnelle avec les jeunes émeutiers. Dans les témoignages recueillis par les journalistes revient souvent l'idée qu'il s'agit des enfants, de « nos enfants ». L'affrontement lui-même, les images de l'émeute et sa proximité alimentent aussi cette solidarité émotionnelle qui est à l'origine du « passage à l'acte » et exacerbent la dimension émotionnelle du « nous » : « *Quand les CRS étaient dans la cité, j'avais trop envie de descendre, d'y aller moi aussi. Mais ma mère ne voulait pas. J'étais par la fenêtre. Je voyais tout sans pouvoir rien faire. Comment j'étais révoltée*⁵¹ ! »

43 . Aziz, 20 ans, Bobigny, *Le Figaro*, 14 novembre 2005.

44 . Rachid, émeutier à Aubervilliers, *Le Monde*, 8 novembre 2005.

45 . Draman, 17 ans, émeutier. Aulnay, *Le Parisien*, 5 novembre 2005.

46 . Momo, 16 ans, La Courneuve, *Le Figaro*, 14 novembre 2005.

47 . *Le Parisien*, 5 novembre 2005.

48 . *La Croix*, 9 novembre 2005.

49 . *Le Monde*, 29 octobre 2005.

50 . Eric, 34 ans, Montfermeil, *Libération*, 5 novembre 2005.

51 . Sabrina, 17 ans, Les Bosquets, Montfermeil, *Libération*, 12 novembre 2005.

Fortement expressive et portée par la protestation morale, l'émeute de Clichy-sous-Bois se serait probablement essoufflée avec l'érosion de l'énergie émotionnelle. Mais la répression policière et notamment l'explosion d'une grenade lacrymogène devant la Mosquée Bilal de Clichy-sous-Bois le dimanche 30 octobre s'ajoutant aux déclarations du Ministre de l'Intérieur dénonçant la « racaille » et les « voyous » quelques jours plus tôt lui ont donné le combustible nécessaire. Comme toujours, la propagation de l'émeute est de nature émotionnelle. Elle progresse par la diffusion de l'émotion et sa concentration sur des points de fixation qui lui permettent de se généraliser. Bien avant l'invention de la radio, de la télévision ou même des journaux, les émeutes se propageaient de la sorte, comme ce fût le cas en Sicile et en Toscane en février 1848 ou pendant la Grande Peur en France en 1789 pour prendre des exemples célèbres, sans parler de la révolte des Jacques en 1358⁵². L'émeute se propage quand elle rencontre des terrains favorables, quand les individus et les groupes éprouvent le sentiment de partager les mêmes griefs, de vivre la même expérience et les mêmes indignations morales. La généralisation de l'émeute procure même une certaine « fierté ». « *Il n'y a pas de concurrence entre les cités. C'est de la pure solidarité* », déclare un jeune émeutier d'Aubervilliers⁵³. Elle n'obéit pas à un processus d'imitation ou de concurrence, ni même de contagion, mais à un processus de diffusion que les médias modernes se contentent d'accélérer mais dont ils ne sont pas à l'origine. L'atteinte à la Mosquée et les insultes du Ministre ont en quelque sorte « généralisé » le sentiment du « Nous » et de son opposition au « eux » non seulement policier mais de l'ordre social. Elles ont confirmé le sentiment d'injustice et amplifié l'émotion générale en « revendiquant » en quelque sorte l'outrage moral, en affirmant violer cyniquement les valeurs fondamentales de la société. « *En attaquant la mosquée, on a touché un lieu de culte. On ne pardonnera pas cet acte. C'est le summum. Et personne n'a rien dit ! Cela veut dire qu'on des laissés-pour-compte. Tout ce qu'on demande, c'est qu'ils s'excusent*⁵⁴. » L'expérience individuelle devient alors celle d'une domination collective, d'un mépris partagé et d'un outrage qui atteint directement la personne. « *C'est pas pour eux que je suis révolté... Mais simplement pour qu'on nous respecte. J'accuse l'Etat de nous avoir mis dans cet état*⁵⁵ ! » Les déclarations des

52 . Sur les émeutes rurales et urbaines en Europe et leur diffusion à la fin du Moyen Age : Michel Mollat et Philippe Wolff, *Ongles Bleus, Jacques et Ciompi, Les révolutions populaires en Europe aux XIVe et XVe siècles*, Paris, Calmann-Lévy, 1970. Sur les émeutes américaines : Morris Janowitz, *op. cit.*

53 . *Le Monde*, 8 novembre 2005. Sur la propagation des émeutes, voir : Anthony Oberschall, *op. cit.* pp. 298 et suiv. Pour une analyse des déclarations du Ministre de l'Intérieur, voir : Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, p. 53 et suiv.

54 . Rachid, jeune émeutier, Clichy-sous-Bois, *Libération*, 5 novembre 2005.

55 . *Le Monde*, 29 octobre 2005.

émeutiers sont sans équivoques. Elles illustrent la protestation morale contre la violence policière et des propos qui la légitiment. « *Ça ne se fait pas de gazer des fidèles en train de prier. Ils salissent notre religion*⁵⁶. » « *Fallait pas nous traiter de racaille et nous envoyer la police*⁵⁷. » La revendication du respect et l'attention à la dignité sont des caractéristiques traditionnelles des populations démunies et marginalisées. Pour les émeutiers, les paroles et l'attitude du ministre ont fourni un condensé des humiliations vécues et activé la demande de respect. « *On a plus de révolte que de haine...Puisqu'on est des racailles, on va lui donner de quoi nettoyer au Karcher à ce raciste. Les mots blessent plus que les coups. Sarko doit démissionner. Tant qu'il ne s'excusera pas on continuera*⁵⁸. » Tout au long des événements, le Ministre a ainsi cristallisé la rancœur et incarné, pour les émeutiers, un système et un ordre qui non seulement les marginalisent mais en plus les humilient. « *Quand Sarkozy traite les jeunes de racaille, ça ne nous étonne pas. Il avait déjà traité les jeunes de voyous sans chercher à comprendre ce qui se passait. Sarkozy stigmatise plutôt que d'essayer de résoudre les problèmes* », dit le responsable d'une association du quartier de Hautepierre à Strasbourg. « *C'est calme, mais parce que c'est le ramadan. Après les propos, ils y en a qui sont susceptibles de s'énerver. C'est honteux de la part d'un Premier ministre de traiter les jeunes de racaille. On est des français comme les autres. On paie des impôts et on galère pour trouver du travail. Ce qu'il a dit, moi j'appelle ça de l'abus de pouvoir. Ce mec, c'est un amplificateur de violence* », renchérit un jeune chômeur du même quartier⁵⁹. Les émeutes urbaines dépassent rarement le niveau local. Mais en 2005, l'ampleur de l'émotion suscitée par la mort de deux très jeunes gens à laquelle se sont ajoutées l'atteinte à un lieu symbolique et les insultes du Ministre de l'Intérieur ont engendré leur extension. « *On avait la mort contre la police et contre Sarko qui fait trop de provocations*⁶⁰. » De ce point de vue, le Ministre et les forces de l'ordre ont joué le rôle d'opérateur politique, permettant la généralisation d'un conflit local et déclenchant un phénomène d'identification et de solidarité.

Fortement expressive et portée par l'indignation, l'émeute n'est pas dépourvue de sens. Elle semble, au contraire, manifester une sorte de trop plein : l'émeutier s'oppose à un ordre qu'il juge mortifère et revendique un « nous » moral propre. Il n'a d'ailleurs aucunement l'impression de faire quelque chose d'immoral, bien au contraire. C'est pourquoi aussi, l'émeute est revendiquée comme telle : « *On n'est pas des casseurs, on est des*

56 . Youssef , 25 ans, Aubervilliers. *Le Monde*, 8 novembre 2005.

57 . *Le Monde*, 4 novembre 2005.

58 . *Libération*, 3 novembre 2005.

59 . *Libération*, 3 novembre 2005.

60 . Kays, Bobigny, jeune émeutier, *Le Figaro*, 14 novembre 2005.

*émeutiers. On se rassemble tous, pour faire entendre notre révolte*⁶¹. » La révolte est légitime. Elle apparaît comme l'affirmation d'une morale collective, portée par des « jeunes » gens, des adolescents prenant des risques, alimentée par le « chagrin » et la dignité des mères mis en scène lors des marches silencieuses. Elle est l'affirmation d'un droit à l'existence, un appel à la solidarité et à l'unité de la vie sociale. Mais à la différence d'une grève ou d'une manifestation, elle ne vise pas un adversaire social et ne porte pas de revendications négociables. En d'autres termes, elle déborde le système social et politique par sa dimension morale et par l'usage de la violence pour mettre directement en cause un ordre « mortifère » et cynique parce qu'empêchant de vivre.

4. Violence et « rationalité ».

De façon traditionnelle, les mouvements sociaux et les protestations collectives mettent en cause un équilibre du pouvoir ou la distribution de ressources. Dans les pays démocratiques, ils s'organisent le long de canaux institutionnels et même les conflits marqués par l'usage de moyens plus ou moins violents restent largement encadrés et limités par l'acceptation des règles conventionnelles. L'entrée dans la contestation et son développement supposent paradoxalement un accès aux canaux institutionnels permettant de construire l'action et de formuler des revendications. L'émeute nous écarte quelque peu de ce schéma. Portée par des populations à faibles ressources et largement exclues de l'accès aux mécanismes politiques, elle met en cause l'ordre civil et social. Mais elle n'en reste pas moins une action politique : comme le notaient F. Piven et R. Cloward, la faiblesse de la participation institutionnelle des pauvres fait que la seule « contribution » à la vie sociale qu'ils peuvent suspendre, (à l'instar d'un gréviste bloquant une ligne de production), est celle du calme de la vie civile en participant à des émeutes. La violence et le trouble public sont leurs seuls moyens de luttés possibles et efficaces⁶². Même si elle est consécutive à l'affaiblissement des mécanismes de contrôle social ou à une brusque perte de légitimité, l'émeute ne saurait donc se réduire à la délinquance. En l'absence de mécanismes politiques, l'émeutier « exprime » ses sentiments à propos du monde social et tente de les mettre sur la place publique. Détruire les biens privés ou publics rend les choses plus claires, comme le soulignait Lee Rainwater à propos des émeutiers américains des années soixante : « Plus grand est le dommage en termes de coûts financiers des pillages et des incendies, plus les

61 . Youssef, Aubervilliers, *Le Monde*, 8 novembre 2005. Sur cette dimension lors des émeutes américaines, voir notamment Ulf Hannerz, *op. cit.* pp. 172 et suiv.

62 . Frances F Piven & Richard A Cloward, *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1977.

choses ont été clarifiées⁶³. » Pour les émeutiers, l'émeute est une façon d'entrer ou d'imposer sa présence dans l'espace public. Privés d'accès à cet espace et peut-être surtout, privés de représentation, la violence devient un moyen de « forcer l'entrée », d'exister. « *C'est la seule façon de faire parler de nous. Mais on sait très bien qu'il n'y aura plus une seule caméra quand tout redeviendra calme. On n'existera plus*⁶⁴. » C'est aussi la seule façon d'obtenir des « gains ». De fait, l'émeute, pour la population concernée ne peut apparaître totalement irrationnelle : au-delà de l'entrée dans l'espace public et d'une reconnaissance éphémère, elle permet d'obtenir des bénéfices. William Gamson a montré dans son étude de l'histoire des violences politiques aux Etats-Unis que les émeutes finissaient par déboucher sur des gains substantiels pour les populations concernées et qu'il s'agissait là d'une stratégie de protestation sociale parfaitement efficace⁶⁵. En France, pour s'en tenir à la population des cités de banlieue, les émeutes des Minguettes en 1981 ou celles de Vaulx-en-Velin ont débouché sur des mesures en faveur des quartiers défavorisés, que ce soit les mesures de prévention ou de lutte contre le chômage des jeunes, les opérations de rénovations des quartiers ou, plus tard, la politique de la ville. Il en est de même sur le plan local. La violence paraît bien souvent d'une efficacité assez grande pour obtenir des gains auprès des institutions diverses, de la « pression » mise sur l'assistante sociale dans la vie quotidienne aux troubles locaux débouchant sur des embauches ou la distribution de services ou d'aides, quand ce n'est pas d'emplois, par les municipalités. « *Quand les gens ont peur, les politiques font attention, ils réfléchissent et ils finissent par proposer des solutions*⁶⁶. » « *Les gens veulent attirer le regard vers eux. Ils se disent : « Si on fout la panique, ensuite, ils ne nous oublieront pas, ils sauront qu'on est une zone sensible*⁶⁷. » S'il y a une rationalité « émotive » de l'émeute, il existe donc aussi une « rationalité » instrumentale qui n'est pas négligeable.

Mais à la différence des mouvements de protestation conventionnels, l'aliénation des mécanismes de représentation et de traitement des conflits empêche la construction de « revendications » et la formulation de demandes précises. La violence émeutière surgit donc d'une exigence de « reconnaissance » ou de citoyenneté qui ne peut déboucher sur une « négociation ». Les gains obtenus ne suffisent jamais à enrayer une demande inépuisable et qui se renouvelle sans cesse au contact non seulement de la police, mais aussi de bon nombre d'institutions. La situation vécue, marquée par le racisme, le chômage ou la pauvreté,

63 . Lee Rainwater, *op. cit.*

64 . Draman, 17 ans, Aulnay, *Le Parisien*, 5 novembre 2005.

65 . William Gamson, *The Strategy of Social Protest*, Belmont, Calif., Wadsworth, 1990.

66 . Farid, Aubervilliers, *Le Figaro*, 14 novembre 2005.

67 . Eric, 34 ans, Montfermeil, *Libération*, 5 novembre 2005.

alimente largement cette sensation et par contre coup, justifie la révolte. Au XIX^{ème} siècle, la violence émeutière des ouvriers fut d'autant plus forte qu'ils ne parvenaient pas à organiser de syndicats et à entrer dans l'espace politique. Elle eu tendance à disparaître quand les ouvriers furent reconnus comme des acteurs sociaux et purent s'organiser au fur et à mesure que des formes de démocratie industrielle ont été mises en place⁶⁸. Dans les années 1960, la violence émeutière des habitants des ghettos américains étaient largement liée à leur incapacité d'accéder au système politique. Les dirigeants du mouvement pour les droits civiques avaient très peu de lien avec cette population. Cette violence a décliné dès que l'accès de ces populations au système politique s'est amélioré, donnant plus d'efficacité à leur action⁶⁹.

Les émeutiers de 2005 appartiennent aussi à des populations marginales, tenues à l'écart du système politique. Comme celles-ci, ils finissent aussi par s'en tenir à l'écart, par revendiquer leur distance. Les habitants des « quartiers sensibles » manifestent souvent un profond désintérêt pour la question politique, voire une hostilité aux politiques. Ils considèrent que le système politique appartient à la société qui les exclut et les « racialise ». Ils rejettent donc un système, auquel non seulement, ils n'ont pas accès mais qu'ils rendent aussi responsable de leur situation. C'est ce qui explique, après chaque émeute, les appels à l'inscription sur les listes électorales, et le peu de succès des campagnes de promotion de l'activité civique. Au fond, l'émeute présente une forte efficacité : elle ne suppose pas d'entrer dans un jeu et dans un univers que les individus ne contrôlent pas, dans lequel ils sont souvent humiliés, et qui ne permet pas d'obtenir des bénéfices évidents. L'échec des générations précédentes et leur incapacité à pénétrer un système très fermé vient confirmer et renforcer la méfiance, accroître la prise de distance et justifier la recherche d'autres modes d'action⁷⁰. « *Vous parlez de faire une marche, mais ça ne sert à rien. On a des papiers depuis des générations mais on n'est pas des Français comme les autres*⁷¹. » L'émeute est une sorte de court-circuit : elle permet en un instant de franchir les obstacles, de devenir un acteur reconnu, même de façon négative, éphémère et illusoire, et d'obtenir des « gains », sans pour autant pouvoir contrôler et encore moins négocier, ni la reconnaissance, ni les bénéfices éventuels.

68 . Pour le cas anglais et le passage des classes dangereuses aux classes laborieuses, notamment à travers l'action gréviste succédant à l'émeute, voir : Gareth Stedman Jones, *Outcast London. A Study in the Relationship Between Classes in Victorian Society*, London, Penguin, 1971.

69 . Anthony Oberschall, *op. cit.* Doug McAdam, *The Political Process and the Development of Black Insurgency*. Chicago, University of Chicago Press, 1982.

70 . Olivier Masclet, *La Gauche et les exclus, enquête sur une rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

71 . Habitant de Clichy, 40 ans, *Le Monde*, 2 novembre 2005.

De manière générale, c'est l'ensemble des institutions, et pas seulement la police et le système politique qui sont mis en cause et rejetés comme un monde étranger qui marginalise, au même titre que le chômage et le racisme. Les propos répétés sur l'école notamment en sont une illustration. « *De toute façon, que veux-tu qu'on fasse d'autre ? Sur 100 cv que j'ai envoyés, j'ai eu trois entretiens. Même avec du piston, on me refoule. L'école ne sert à rien. C'est pour ça qu'on les brûle*⁷². » La situation vécue, plus que l'expérience d'une domination, alimente la solidarité et la compréhension de la population. « *Moi, je ne suis pas forcément d'accord avec ça, mais en même temps, si j'étais dans une situation sociale aussi difficile, je péterais les plombs. Quand tu n'as pas de boulot, que tu es entassé dans un bout d'immeuble, tu réfléchis moins, tu as moins de recul sur la vie*⁷³... » Tout le système social finit ainsi par être perçu comme un instrument de relégation, d'exclusion ou d'enfermement, voire de répression, comme la police. « *J'ai 25 ans et quand je sors le soir, ma mère a peur, elle me dit de faire attention avec la police. On parle de ville interdite, mais on fait tout pour que nous n'en sortions pas. Nous sommes parqués ici*⁷⁴. » Peut-être plus encore, au même titre que la police, il est vécu comme un système qui empêche de vivre, qui détruit l'individu. « *Si je pouvais, je partirais car je pourrais sur place*⁷⁵... » La violence émeutière s'inscrit ainsi dans une « situation » vécue dominée par la distance aux institutions, le sentiment de l'exclusion et la faiblesse du niveau de vie que l'émeutier ne parvient pas et ne peut pas parvenir à traduire en revendication.

Mais la « légitimité » de la violence, notamment à l'égard l'école, ne tient pas seulement à la situation vécue ou au fait que cette institution, comme la police, trahit ses propres valeurs. Elle est aussi alimentée par la dépendance de la population à son égard. Comme toute population pauvre, marquée par l'impuissance politique, la population des banlieues, et peut-être plus encore en particulier les jeunes émeutiers, vit une très forte dépendance à l'écart de forces et d'institutions qui lui sont extérieures. « *On a l'impression d'être enfermés ici. Et ce n'est pas nous qui avons les clefs. C'est eux*⁷⁶... » Le « eux » désigne d'abord les politiques, mais aussi les services sociaux et le système scolaire. Il renvoie à un double sentiment d'impuissance, une impuissance due à la superposition de la pauvreté et de l'exclusion. « *On est des pauvres dans notre ghetto*⁷⁷ ! » Autrement dit, les habitants du ghetto ont le sentiment de ne pas avoir les ressources ou la force nécessaires pour régler seuls

72 . Nadir, 24 ans, Aubervilliers, *Le Monde*, 8 novembre 2005.

73 . Julien, 22 ans, région parisienne, *Libération*, 5 novembre 2005.

74 . Mohammed, 25 ans, Clichy-sous-Bois, *Le Figaro*, 28 novembre 2005

75 . Mamadou, Saint-Denis, émeutier, *Le Figaro*, 14 novembre 2005.

76 . Skarj, Clichy-sous-Bois, *L'Humanité*, 5 novembre 2005.

77 . Jeune émeutier de Sevran, *Le Parisien*, 5 novembre 2005.

leurs problèmes ou même pour imposer des solutions. Ils sont dépendants dans leur vie quotidienne et dans leurs projets personnels. Ils le sont aussi sur le plan politique : ils peuvent déclencher une réaction du politique mais ils n'ont guère la capacité de l'orienter. Ils attendent du politique qu'il agisse en leur faveur, eux étant incapables, ou se sentant trop « *petits* » pour agir. C'est aussi cette dépendance au politique qui explique en grande partie la focalisation sur les hommes politiques, (ici la focalisation sur un leader négatif) et la volonté d'obtenir une réaction de leur part. « *Cela va peut-être leur faire comprendre aux gens du gouvernement*⁷⁸ ... » Un peu comme pour les petits paysans français analysés par Marx ou le « peuple » parisien au moment de la Révolution, l'usage de la violence et de l'émeute apparaît alors à la fois comme une stratégie parfaitement rationnelle de pression et comme l'envers de l'absence d'acteur autonome, d'une forte dépendance vis-à-vis d'un système auquel l'accès est interdit⁷⁹. L'émeutier est ainsi à la fois défini par sa mise à l'écart et par sa dépendance. Il est un « exclu », victime d'un système qui le rejette, le discrimine et au fond « l'empêche de vivre ». Mais il est aussi un « pauvre », un « petit » qui vit une forte dépendance, notamment politique, vis-à-vis de ce même système et de cette même société⁸⁰.

Au total, quatre éléments semblent « déterminants » dans la situation commandant la logique de l'action émeutière : l'absence de légitimité des institutions couplée à une forte dépendance, l'absence de politique, le faible niveau de vie et la « segmentation » de la population par la discrimination ou le racisme. L'émeute n'est pas simplement le produit d'une situation sociale de pauvreté. Elle n'est pas le simple fruit du chômage. D'ailleurs les émeutiers, la plupart très jeunes, n'étaient pas des chômeurs. Ils étaient bien plus souvent confrontés à l'école, ou exclus de l'école, que confrontés au marché du travail. Les destructions et les incendies d'écoles ont été bien plus nombreux que les attaques contre les entreprises ou les entrepôts. Comme toujours, les « gens se rebellent contre les institutions associées à leur activité quotidienne »⁸¹. Et c'est évidemment la police qui a concentré l'essentiel de l'animosité des émeutiers, mais aussi l'école. L'émeute n'est pas non plus le simple produit de l'exclusion « raciale ». Même si la ségrégation urbaine et les

78 . Jeune émeutier, Aulnay, *Le Monde*, 4 novembre 2005. Pour une analyse des rapports de dépendance de la population du « ghetto » et du politique aux Etats-Unis dans les années cinquante : Herbert Gans, *The Urban Villagers. Group and Class in the Life of Italian-Americans*, New York, The Free Press, 1962.

79 . Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions Sociales, 1976. Richard Cobb, *La protestation populaire en France, (1789-1820)*, Paris, Calmann-Levy, 1975. Robert Blauner fait des observations semblables en ce qui concerne la révolte des ghettos américains dans les années soixante : Robert Blauner, « Internal Colonialism and Ghetto Revolt », *Social Problems*, vol.16, n°4, Spring 1969.

80 . Sur cette « dialectique » de l'exclusion et de la pauvreté dans les mouvements populaires en Amérique Latine : François Dubet, Eugenio Tironi et alii, *Pobaldores, luttés sociales et démocratie au Chili*, Paris, L'Harmattan, 1989.

81 . Frances F. Piven & Richard A. Cloward, *op. cit.*

discriminations renforcent l'isolement de la population et alimentent fortement la constitution d'un « nous », les émeutiers n'ont pas mis en avant des formes d'identification ethniques, religieuses ou raciales. Il semble plutôt que ce soit la combinaison de l'impuissance, liée à la faiblesse du niveau de vie et de l'absence de perspective personnelle, liée à l'exclusion qui soit à la source de l'action émeutière. Dans les propos des émeutiers, le sentiment de « *ne pouvoir vivre sa vie* » à cause du manque de ressources et d'un système institutionnel qui maintient à l'écart semble omniprésent. Il est certainement plus marqué chez les jeunes garçons, plus concernés encore par l'absence de perspectives que les générations plus âgées et qui peuvent certainement trouver dans l'action directe de l'émeute une « excitation » et une « intensité vitale » venant compenser quelque peu ce sentiment. A l'impuissance et à l'exclusion s'ajoutent enfin la dépendance : l'émeutier est dépendant de systèmes institutionnels auxquels il n'a pas accès. C'est pour cette raison qu'il paraît si souvent « sans voix ». Il cherche à obtenir des gains sans pouvoir construire de revendications : il exerce une violence dont le résultat sera hors de son contrôle, dans le « bon vouloir » des institutions ou dans la capacité d'opérateurs politiques de l'instrumentaliser.

*

* *

L'émeute, vue à travers les propos des émeutiers, nous place ainsi en-deçà et au-delà du système institutionnel et politique. L'émeute est très clairement infra-politique, marquée par l'incapacité d'une population pauvre et marginale d'accéder au système politique et par la dépendance vis-à-vis de ce système. La violence est à la fois un moyen de pression rationnel et efficace et un moyen de protestation contre une situation « invivable ». Mais l'émeute est aussi très clairement supra-politique. Elle en appelle aux valeurs fondamentales de la société, s'appuie sur l'affirmation de la supériorité morale d'un « nous » victime d'injustice, et là encore sur le rejet d'un système « mortifère » parce qu'empêchant de vivre. L'émeute est en quelque sorte une tentative de débordement du système par le haut et par le bas, tentative alimentée par une « énergie émotionnelle » qui s'épuise rapidement et fondée sur la revendication des « droits » de la personne. Les émeutiers ne sont pas des « révolutionnaires » ou des militants. Ils ne sont pas les acteurs d'un mouvement social. Mais ils ne sont pas non plus des individus mus par leurs instincts barbares ou de simples reflets d'une situation d'anomie ou de « chômage ». Les émeutiers « parlent » aussi. Ils agissent. Leur action n'est pas « irrationnelle » et dépourvue de sens ainsi que le prétendent ceux qui leur sont hostiles. Ils ne menacent pas la « civilisation » et, dans une très large mesure, ils savent ce qu'ils font. Bien souvent, ils savent mieux ce qu'ils disent que beaucoup de commentateurs qui ne

mesurent pas la signification sociale et politique de leurs interprétations⁸². Et paradoxalement, ils ont beaucoup plus parlé qu'un monde politique qui est resté extrêmement silencieux si l'on excepte la conjonction des appels à l'ordre de la Droite et la dénonciation des « asociaux » par l'extrême-gauche⁸³. Ils cherchent à échapper au « vide » du ghetto qui détruit leur vie individuelle et au vide politique dans lequel ils sont maintenus qui empêche d'agir de façon cohérente et intégrée. Ils oscillent alors entre l'affirmation morale de leur droit à l'existence, de leur droit à la vie, et l'usage d'une violence destructrice mais rationnelle de laquelle ils espèrent une ouverture ou une reconnaissance du système. Ils balancent entre l'appel moral au « nous » et à la « solidarité », appel qui cherche à « englober » l'ensemble de la société et la rage contre cette même société. Ils ne sont pas des acteurs sociaux, mais des « primitifs de la révolte » pour reprendre l'expression de l'historien Eric Hobsbawm, au double sens, de l'aspect « brut » et direct de leurs motivations, défendre son « droit » à la vie comme personne, et de l'aspect rudimentaire de leurs moyens d'action, l'action directe et violente. Mais ils sont aussi des « primitifs de la révolte » parce que leur protestation morale et leur situation ne peuvent être traduites en revendications à cause de la fermeture d'un système politique « républicain » qui leur demeure obstinément hostile et les enferme dans la marginalité et le rapport exclusif à la norme, leur interdisant d'être des acteurs.

Didier Lapeyronnie, 15 mars 2006.
 CADIS
 Département de Sociologie
 Université de Bordeaux II, *Victor Segalen*
 3, place de la Victoire
 33000 Bordeaux.

82 . Par exemple : Alain Lecourieux et Christophe Ramaux, « La République à jeter ou à achever. » *Libération*, 15 novembre 2005. Voir : Yann Moulier Boutang, *op. cit.* Pour un commentaire sur cette prise de position hostile aux émeutiers au nom de la République. Déjà en 1848, Marx soulignait que les politiciens et les intellectuels français, « *tellement prisonniers de l'idéologie républicaine... furent comme hébétés par la fumée de la poudre dans laquelle s'évanouissait leur République imaginaire.* » Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, Paris, UGE, 1962, p.97.

83 . Sur ce thème, et notamment sur le silence de la Gauche et de l'extrême-Gauche, voir : Véronique Le Goaziou, « La classe politique française et les émeutes : une victoire de plus pour l'extrême-droite. » In : Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli, *op. cit.*

Bibliographie

- Robert Blauner, « Internal Colonialism and Ghetto Revolt », *Social Problems*, vol.16, n°4, Spring 1969.
- Lucienne Bui-Trong, *Les racines de la violence. De l'émeute au communautarisme*, Paris, Audibert, 2003.
- Manuel Castells, *The City and the Grassroots*, London, Arnold, 1983.
- Stanley Cavell, *Le déni de savoir dans six pièces de Shakespeare*, Paris, Le Seuil, 1993.
- Kenneth Clark, *Ghetto noir*, Paris, Robert Laffont, 1966.
- Richard Cobb, *La protestation populaire en France, (1789-1820)*, Paris, Calmann-Levy, 1975.
- Collectif, *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 2006.
- Randall Collins, « Stratification, Emotional Energy, and the Transient Emotions », in : Theodore D. Kemper, ed, *Research Agendas in the Sociology of Emotions*, Albany, SUNY Press, 1990.
- Randall Collins, *Interaction Ritual Chains*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- François Dubet, Eugenio Tironi et alii, *Pobaldores, luttés sociales et démocratie au Chili*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- William Gamson, *The Strategy of Social Protest*, Belmont, Calif., Wadsworth, 1980.
- William Gamson, Bruce Fyrenan, and Steven Rytina, *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Ill. Dorsey Press, 1982.
- Herbert Gans, *The Urban Villagers. Group and Class in the Life of Italian-Americans*, New York, The Free Press, 1962.
- Ulf Hannerz, *Soulside, Inquiries into the Ghetto Culture and Community*, Berlingska Boktryckeriet, Lund, 1969.
- Eric Hobsbawm, *Primitive Rebels : Studies in Archaic Forms of Social Movements in the 19th and 20th Centuries*. Manchester, Manchester University Press, 1959.
- Morris Janowitz, *Social Control of Escalated Riots*, Chicago, University of Chicago Center for Policy Studies, 1968.
- Adil Jazouli, *La formation de l'action collective des jeunes issus de l'immigration maghrébine en France*, Thèse de doctorat, direction Alain Touraine, Paris, EHESS, 1985.
- Aviad Kleinberg, *Histoire des Saints. Leur rôle dans la formation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2005.
- Michel Kokoreff, *La force des quartiers*, Paris, Payot, 2004.
- Véronique Le Goaziou et Laurent Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006.
- Doug McAdam, *The Political Process and the Development of Black Insurgency*. Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- Eric Marlière, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?* Paris, L'Harmattan, 2005.
- Gary T. Marx, *Protest and Prejudice : A Study of Belief in the Black Community*, New York, Harper & Row, 1967.
- Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, Paris, UGE, 1962.
- Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions Sociales, 1976.
- Olivier Masclat, *La Gauche et les exclus, enquête sur une rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

Michel Mollat et Philippe Wolff, *Ongles Bleus, Jacques et Ciompi, Les révolutions populaires en Europe aux XIVe et XVe siècles*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

Barrington Moore Jr., *Injustices. The Social Bases of Obedience and Revolt*, London, Macmillan, 1978.

Yan Moulier-Boutang, *La Révolte des banlieues ou les habits nus de la République*, Paris, Amsterdam, 2006. Collectif, *Banlieue, lendemains de révolte*, Paris, La Dispute, 2006.

Robert Muchembled, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XVème-XVIIIème siècle)*, Paris, Flammarion, 1978.

Robert Muchembled, *La société policée. Politique et politesse en France du XVIe au XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1998.

Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Le Seuil, 2002.

Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movement*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.

. Frances F Piven & Richard A Cloward, *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1977.

Robert Redecker, « Le nihilisme et l'assourdissant silence des émeutes banlieusardes », in : Raphaël Draï, Jean-François Mattéi, dir, *La République brûle-t-elle ? Essai sur les violences urbaines françaises*, Paris, Edition Michalon, 2006.

Peter H. Rossi, dir, *Ghetto Revolts*, New York, Transaction, 1970.

George Rudé, *La foule dans la Révolution Française*, Paris, Maspéro, 1982.

Gareth Stedman Jones, *Outcast London. A Study in the Relationship Between Classes in Victorian Society*, London, Penguin, 1971.

Alain Touraine, *La Parole et le Sang, Politique et société en Amérique Latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.